

CONTRE LES LIEUX D'ENFERMEMENT EN FRANCE ET AILLEURS, ATTAQUONS EIFFAGE

90 jours de rétention maximale, 481 nouvelles places en CRA dans les prochaines années en France hexagonale : l'État s'emploie à enfermer, torturer et expulser de plus en plus d'étranger.es. Et il ne lésine pas dans la guerre qu'il mène contre les personnes qui n'ont pas les bons papiers.

Ainsi, entre la réouverture des CRA de Hendaye et de Geispolsheim, l'extension des CRA de Nîmes et de Coquelles, le lancement de la construction des CRA de l'Olivet, de Bordeaux et du second CRA de Lyon, les appels à projets fleurissent sur les plateformes d'annonces de marchés publics, et les promoteurs immobiliers constructeurs de taules partent à la cueillette. Les boîtes qui collaborent avec l'État dans l'industrie de l'expulsion lorgnent logiquement sur les dizaines de millions d'euros d'argent public qu'ils peuvent empocher !

Une poignée d'entreprises se partagent le marché (*parmis elles : Thémis – FM [filiale Bouygues], Gepssa [filiale d'Engie], Sodexo, Spie Batignolles, Eiffage*). **Ciblons plus particulièrement Eiffage, groupe expert de la construction immobilière répressive et mortifère !**

Eiffage gère 100 000 chantiers en France et à l'international ; parmi l'un d'eux, on compte la gestion de la "réalisation" du nouveau CRA de Lyon à Colombier-Saugnieu (69), dont les travaux vont



s'étendre de mai 2020 à septembre 2021. Eiffage sera assisté par l'entreprise ICAMO, qui sur son site internet place la construction d'un CRA dans la rubrique "Sûreté".

Eiffage, c'est des millions d'euros amassés sur le dos des sans-papier qui subissent la violence de l'enfermement dans les CRA, tandis que l'entreprise redore son blason en prétendant avoir un discours écologiste et être contre les discriminations et les besoins des populations. PDG d'Eiffage depuis 2016, Benoît de Ruffray aurait perçu un salaire global de 1 515 416 € en 2016 quand son groupe présente un chiffre d'affaire pour l'année 2018 de 16.6 milliards d'euros. Faire trimer des ouvriers pour faire construire des taules, ça paie. L'entreprise reçoit de l'argent de l'État qui, lui, s'endette durablement (c'est le principe des fameux partenariats public-privés).

Les populations pauvres, racisées, sans papiers, construisent ces taules et risquent d'y être enfermées.

De l'État aux entreprises, les acteurs de la machine à expulser participent à bâtir et entretenir ce monde d'exploitation et de domination qui a besoin de prisons et de frontières pour continuer d'exister.



**Déclare ta flamme aux boîtes collabo !
Contre Eiffage, on s'organise !**

A BAS LES CRA ET LES FRONTIERES !